

Santé, Protection animale, Environnement
2 rue Pierre Bonnard
CS 70590
64010 Pau

Pau, le 22/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Mme SANTAMARIA)
route D227, Le Fanget
64160 COSLEDAA LUBE BOAST

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2025 dans l'établissement SANTAMARIA implanté 64160 Coslédaà-Lube-Boast. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôle inopiné (n'ayant pu joindre l'exploitant) dans le cadre du plan de programmation de l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL CASTAN (ex. SANTAMARIA)
- 64160 Coslédaà-Lube-Boast
- Code AIOT : 0056400564
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Présentation de l'installation

Il s'agit d'un atelier d'engraissement de porcs, soumis au régime de l'enregistrement au titre de la législation sur les ICPE.

La capacité de production est de 520 animaux-équivalents (arrêté préfectoral de 1981).

L'exploitation du site a été repris par l'EARL CASTAN en 2019 (récépissé de changement d'exploitant n°2019-065 du 22/05/2019).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions communes	Code de l'environnement du 09/12/2015, article R.512-74	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'EARL CASTAN, a arrêté l'exploitation du site en août 2021 - information vérifiée sur la Base de Données Porcs (mouvements des animaux).

Le site n'a pas été remis en fonctionnement depuis cette date.

L'actuel propriétaire a pu être joint par téléphone. Il est informé de la caducité du site (perte de l'autorisation d'exploiter) puisque le fonctionnement de l'élevage a été interrompu pendant plus de trois années consécutives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions communes

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/12/2015, article R.512-74
Thème(s) : Situation administrative, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Caducité
Constats : Les deux bâtiments d'élevage sont vides, portes fermées. L'inspection a pu constater que le lisier en pré-fosse avait été retiré. Les deux fosses de stockage du lisier semi-enterrées en bout de chaque bâtiment sont couvertes (dalle en béton) et ne présente pas de risques pour la sécurité publique et l'environnement. Les abords sont propres et entretenus, les bâtiments d'élevage sont vieillissants.
Type de suites proposées : Sans suite

